

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Index AI : AFR 31/012/2004 (Document Public)

Nr du Service de Presse : 282

Mardi 9 novembre 2004

**Texte rédigé en français par le Secrétariat international**

### CÔTE D'IVOIRE

## La recrudescence des violences contre les civils et les incitations à la xénophobie doivent immédiatement cesser

Amnesty International condamne aujourd'hui avec la plus grande fermeté les nouvelles attaques aveugles et les violences contre les civils provoquées par la soudaine reprise des affrontements en Côte d'Ivoire le 4 novembre 2004.

Les événements se sont accélérés le 6 novembre 2004, après le bombardement par des avions des forces armées ivoiriennes d'un cantonnement militaire français à Bouaké, principale ville tenue par les Forces nouvelles. Cet incident a entraîné la mort de neuf soldats français et d'un citoyen américain, membre d'une ONG humanitaire. En représailles, les forces françaises ont détruit deux avions et plusieurs hélicoptères militaires ivoiriens. Ces destructions ont provoqué des appels à l'attaque contre les ressortissants français et leurs intérêts à Abidjan, ce qui a entraîné des actes de pillages et autres violences.

*"Toutes les forces en présence doivent s'abstenir de tout usage excessif de la force et mettre fin aux violences contre les civils", déclare Amnesty International.*

Selon certaines sources médicales, plus de 400 civils ont été blessés au cours des derniers jours à Abidjan et un nombre indéterminé de personnes ont été tuées. De nombreuses personnes, y compris des ressortissants maliens et sénégalais, ont également été blessées ou tuées au cours des bombardements aériens lancés par les forces armées ivoiriennes (FANCI) dans la partie nord du pays, tenue par les Forces nouvelles depuis l'insurrection armée de septembre 2002.

Cette ultime attaque va à l'encontre du règlement pacifique d'un conflit qui dure déjà depuis trop longtemps.

Les violences qui se sont produites depuis quelques jours surviennent alors que la Côte d'Ivoire est la scène depuis plusieurs années de discours xénophobes violents visant notamment les Français, les médias internationaux et les Dioulas, nom générique qui désigne les habitants de la Côte d'Ivoire portant un patronyme musulman et originaires du nord du pays ou des États de la sous-région (Mali, Burkina Faso, Guinée, Sénégal etc.).

Amnesty International condamne les appels à la xénophobie lancés contre des ressortissants français par certains partisans du Président Laurent Gbagbo qui ont encouragé la population à se livrer à des pillages et à des chasses à l'homme notamment à Abidjan.

*"Le gouvernement se doit d'envoyer un message clair aux forces de l'ordre et à la population afin de condamner sans ambiguïté les incitations à la haine et à la xénophobie et de faire cesser toute violence contre des ressortissants étrangers",* déclare l'organisation.

En réponse à ces attaques anti-françaises, les soldats français de la Force Licorne ont investi Abidjan pour venir secourir les ressortissants étrangers et ont affronté des militaires ivoiriens et des partisans du président Gbagbo. Les autorités militaires françaises ont reconnu, le 7 novembre 2004, que les soldats français avaient pu *"blesser ou tuer quelques personnes"*.

*"Tout en reconnaissant le droit des forces internationales présentes en Côte d'Ivoire à se protéger et à protéger la vie de civils menacés, Amnesty International lance un appel pour que ces forces recourent autant que possible à des moyens non violents avant de faire usage de la force ou d'armes à feu",* déclare Amnesty International.

L'organisation s'inquiète également des attaques contre la liberté d'expression menées ou tolérées par le gouvernement du président Gbagbo. Dès le premier jour de la reprise des affrontements, le 4 novembre 2004, un sabotage a interrompu la diffusion des émissions d'Africa N°1, de la BBC et de Radio France Internationale (RFI). Les attaques ont également visé des journaux d'opposition, tels que *Le Patriote*, *Le Libéral* ou *Le Nouveau Réveil* dont la distribution a été interdite dans la partie contrôlée par les forces gouvernementales.

*"La crise ivoirienne trouve son origine dans une dérive xénophobe qui diabolise l'autre, le voisin avec qui on vit depuis des années. L'autre devient alors le représentant abstrait d'un mal absolu qu'il faut éradiquer soit en le chassant soit en le tuant. Tant que perdurera en Côte d'Ivoire cette idéologie d'exclusion, le respect des droits fondamentaux de toutes les personnes qui habitent ce pays semble impossible",* précise Amnesty International.

\*\*\*\*\*

Vous pouvez contacter le service de presse d'Amnesty International, au +44 20 7413 5566.

Amnesty International  
1 Easton Street  
WC1X 0DW  
Londres  
Royaume-Uni

Site web: <http://www.amnesty.org>